

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 81 — 1598

**4 AOÛT 1981. — Arrêté ministériel réglant l'approvisionnement des éleveurs d'oiseaux et des pinsonniers pour 1981 dans la Région wallonne**

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne et au Logement,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux, modifié par les arrêtés royaux des 6 août 1974, 17 septembre 1976 et 2 février 1977, et notamment les articles 6, 7 et 9;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre Ministères des Communautés et des Régions, modifié par les arrêtés royaux des 16 juillet 1979, 12 février 1980, 13 mars 1980, 16 mai 1980, 23 juillet 1980 et 16 mars 1981;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières concernant la chasse, la pêche et les filets où la politique régionale différenciée se justifie;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 portant sur l'organisation provisoire des Exécutifs des Communautés et des Régions, modifié par les arrêtés royaux des 5 juin 1980 et 16 février 1981;

Vu l'arrêté royal du 4 décembre 1980 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 17 septembre 1973, réglant la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux, modifié par les arrêtés ministériels du 2 avril et 7 août 1974, 1er octobre 1975, 20 septembre 1976, 19 septembre 1977, 17 décembre 1980, et notamment les articles 4 et 6;

Vu la concertation avec les Comités ministériels des Régions bruxelloise et flamande en date du 11 juin 1981;

Vu la délibération du Comité ministériel de la Région wallonne en date du 3 août 1981;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu l'urgence,

Arrêtent :

**Article 1er.** Dans la Région wallonne les espèces d'oiseaux qui peuvent être capturées en 1981 dans le cadre de l'approvisionnement temporaire des éleveurs d'oiseaux et des pinsonniers sont :

Bruant des roseaux (*Emberiza schoeniclus*).  
 Linotte à bec jaune (*Carduelis flavirostris*).  
 Verdier d'Europe (*Chloris chloris*).  
 Grive muscienne (*Turdus philomelos*).  
 Pinson du Nord (*Fringilla montifringilla*).  
 Linotte mélodieuse (*Carduelis canabina*).  
 Bec croisé des sapins (*Loxia curvirostra*).  
 Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*).  
 Tartin des aulnes (*Carduelis spinus*).  
 Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*).  
 Bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*).  
 Sizerin flammé (*Carduelis flammea*).  
 Bruant jaune (*Emberiza citrinella*).

**Art. 2.** Le nombre d'oiseaux à prendre est fixé aux chiffres repris à l'annexe 1 du présent arrêté et qui ne sont valables que pour la Région wallonne.

**Art. 3.** Chaque groupement mentionné à l'annexe recevra, contre remboursement, un nombre de bagues ouvertes conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17 septembre 1973.

Le nombre de bagues délivrées à chaque groupement est égal au nombre d'oiseaux qui lui est destiné.

Les bagues seront utilisées pour justifier l'inscription des oiseaux pris pendant la période d'approvisionnement de 1981. Cette inscription se fait dans le registre prévu par l'article 1er de l'arrêté ministériel du 17 septembre 1973.

Les dispositions de l'article 6, § 2, du même arrêté sont applicables aux oiseaux ainsi capturés.

Par dérogation à l'article 6, § 1er, du même arrêté, les oiseaux mentionnés à l'article 1er peuvent être pris du 3 octobre au 11 novembre 1981 inclus.

En outre, l'emploi par utilisateur d'un seul engin de capture dont la norme répond au modèle figurant à l'annexe 2 du présent arrêté est autorisé dans la Région wallonne. Le contenu de cet engin ne peut dépasser 50 dm<sup>3</sup> et les parois et les arêtes doivent répondre à ce qui est imposé pour les autres cages de capture, sans que l'arête la plus longue ne puisse dépasser 1,25 m. Il est interdit de réunir plusieurs de ces engins afin d'augmenter l'efficacité de capture de l'ensemble.

Lorsqu'une personne utilise l'engin désigné à l'alinéa précédent, elle ne peut faire usage en même temps que d'un seul autre engin de capture autorisé.

**Art. 4. § 1er.** Chaque groupement mentionné à l'annexe distribue les bagues reçues parmi les membres. Les ingénieurs principaux-chefs de service de l'Administration des Eaux et Forêts agissent de la même manière à l'égard des éleveurs d'oiseaux et des pinsonniers qui ne sont pas affiliés à un de ces groupements. Une même personne ne pourra recevoir et utiliser que dix bagues au maximum.

Seules les personnes qui satisfont aux conditions suivantes peuvent, par l'intervention des groupements agréés ou des fonctionnaires susvisés, recevoir des bagues :

— avoir fait parvenir, avant le 5 octobre 1978, et par lettre recommandée à la poste, une copie certifiée sincère et véritable de l'inventaire visé à l'article 6, § 2, alinéa 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 à l'Administration des Eaux et Forêts, en mentionnant en outre leur nom, prénom et adresse.

Les personnes qui ont communiqué cet inventaire pendant la période du 15 août au 20 septembre 1978 par l'intermédiaire d'un groupement d'éleveurs ou de pinsonniers sont dispensés de cette communication :

— avoir satisfait avant le 1er septembre 1974 aux obligations imposées par l'article 1er, § 3, alinéa cinq, de l'arrêté ministériel du 17 septembre 1973, concernant l'envoi des volets n° 3 des registres;

— figurer sur une liste de baguement afférente à l'approvisionnement depuis 1973 et qui a été renvoyée à temps, soit directement soit via un groupement national, aux ingénieurs des eaux et forêts de l'Etat.

**§ 2.** Chaque groupement susvisé devra remettre aux ingénieurs principaux-chefs de service de l'Administration des Eaux et Forêts, une liste, établie par province, des personnes auxquelles ils ont remis des bagues. Le nombre de bagues remises sera indiqué en face des noms et adresses de ces personnes.

**Art. 5.** Lorsqu'une personne capture un oiseau ou tente de le capturer, elle doit être porteur d'une ou de plusieurs bagues prévues à l'article 3 du présent arrêté.

**Art. 6.** Le transport des oiseaux pris en vertu du présent arrêté n'est autorisé que s'ils sont bagués conformément aux dispositions du présent arrêté.

**Art. 7.** Les bagues non utilisées pour le marquage d'oiseaux capturés, seront renvoyées à l'ingénieur des eaux et forêts du ressort, suivant la procédure prévue par l'article 6, § 2, de l'arrêté ministériel du 17 septembre 1973 pour le renvoi des listes de baguage.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 août 1981.

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne  
 et au Logement,

M. WATHELET

Annexe 1

Nombre d'oiseaux pouvant être pris

Groupements (1)

A.O.B.	F.O.W.	Sogepin	Non affiliés (2)	Total
5 486	19 957	2 770	2 917	31 130

(1) A.O.B. : Association ornithologique de Belgique.  
 F.O.W. : Fédération ornithologique wallonne.  
 Sogepin : Société générale pinsoinière.

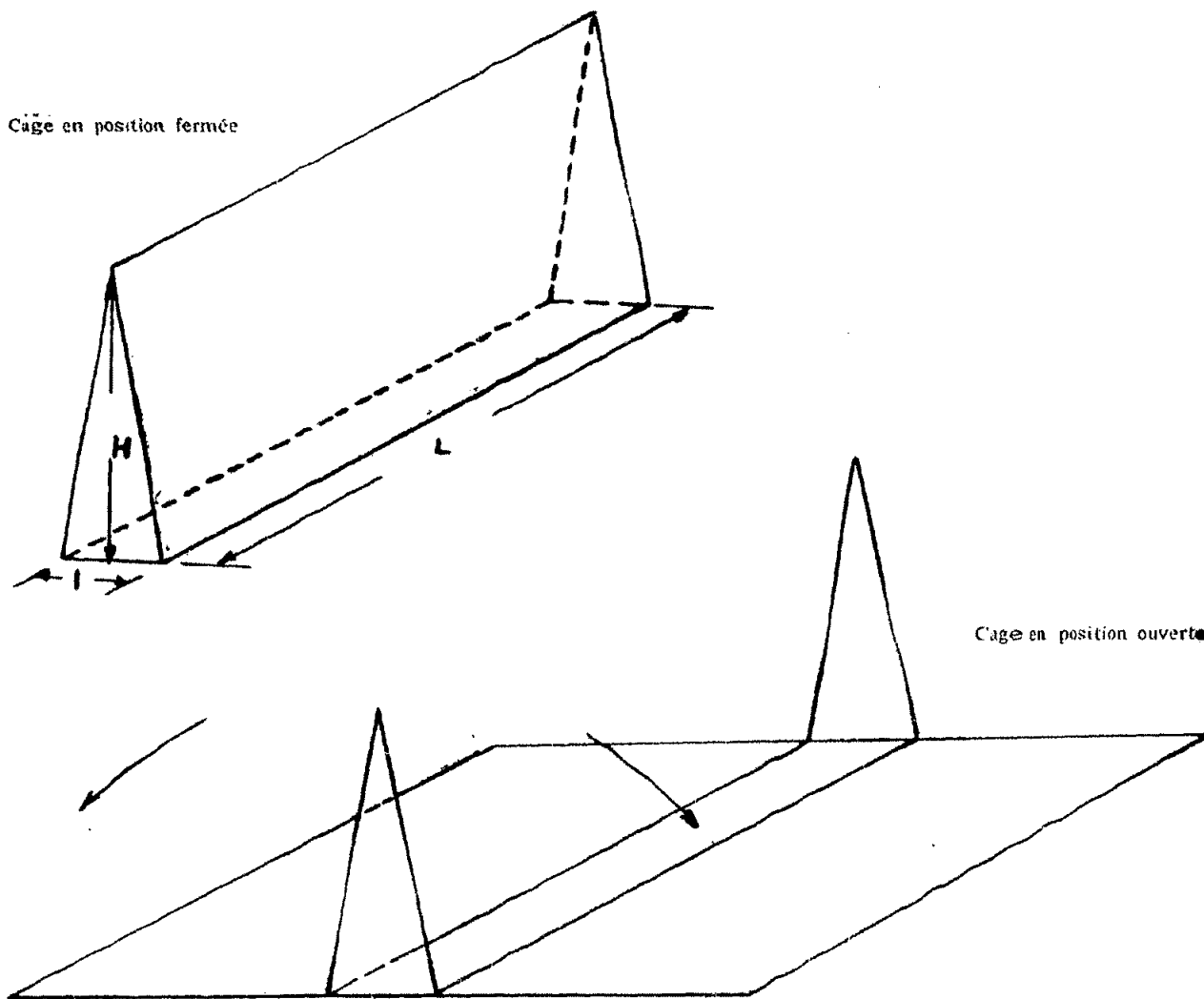
(2) Il s'agit de détenteurs d'un inventaire qui ne sont pas affiliés à un des groupements de la colonne précédente et qui doivent adresser leur demande à l'ingénieur principal-chef de service des eaux et forêts.

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté ministériel du 4 août 1981.

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne  
 et au Logement,

M. WATHELET

Annexe 2



$l \leq 1,25 \text{ m}$   $l \geq 0,13 \text{ m}$   $H \leq 0,60 \text{ m}$

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté ministériel du 4 août 1981.

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne  
 et au Logement,

M. WATHELET

## GLEICHLAUTENDE ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 81 — 1698

## 4. AUGUST 1981. — Ministerialerlass zur Regelung der Bevorratung der Vogelzüchter und -fänger für 1981 in der Wallonischen Region

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 6. August 1974, 17. September 1976 und 2. Februar 1977, insbesondere der Artikel 6, 7 und 9;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. April 1979 zur Schaffung von vier Ministerien der Gemeinschaften und der Regionen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 16. Juli 1979, 12. Februar 1980, 13. März 1980, 16. Mai 1980, 23. Juli 1980 und 16. März 1981;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 6. Juli 1979 zur Abgrenzung der Sachgebiete bezüglich der Jagd, der Fischerei und der Forste, auf denen eine unterschiedliche Regionalpolitik angezeigt ist;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 6. Juli 1979 zur vorläufigen Einsetzung der Gemeinschafts- und Regionalexecutiven, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 5. Juni 1980 und 16. Februar 1981;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. Dezember 1980 zur Festlegung der Zuständigkeiten der Minister für die Angelegenheiten der wallonischen Region, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 14. April 1981;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 17. September 1973 zur Regelung des Vogelhaltens und -tauschens und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorratung an Vögeln in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz in der Fassung der Ministerialerlasse vom 2. April und 7. August 1974, 1. Oktober 1975; 20. September 1976, 19. September 1977, 17. Dezember 1980, insbesondere der Artikel 4 und 6;

Aufgrund der am 11. Juni 1981 stattgefundenen Absprache mit den ministeriellen Komitees der Brüsseler und der Flämischen Region;

Aufgrund der am 3. August 1981 stattgefundenen Beratschlagung des ministeriellen Komitees der wallonischen Region;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlass vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, Absatz 1;

Aufgrund der Dringlichkeit,

Beschliesst der Staatssekretär für die wallonische Regionalwirtschaft und das Wohnungswesen :

**Artikel 1.** Die Vogelarten, die 1981 in der wallonischen Region in Rahmen der zeitweiligen Bevorratung der Vogelzüchter und -fänger gefangen werden dürfen, sind :

- die Rohammer (*Emberiza schoeniclus*),
- der Berghänfling (*Carduelis flavirostris*),
- der Grünling (*Chloris chloris*),
- die Singdrossel (*Turdus philomelos*),
- der Bergfink (*Fringilla montifringilla*),
- der Hänfling (*Carduelis canabina*),
- der Fichtenkreuzschnabel (*Loxia curvirostra*),
- der Stieglitz (*Carduelis carduelis*),
- der Zeisig (*Carduelis spinus*),
- der Buchfink (*Fringilla coelebs*),
- der Gimpel (*Pyrrhula pyrrhula*),
- der Birkenzeisig (*Carduelis flammea*),
- die Goldammer (*Emberiza citrinella*).

**Art. 2.** Die Anzahl Vögel, die gefangen werden darf, ist auf die in der Beilage 1 zu diesem Erlass festgelegten Zahlen festgesetzt. Diese Zahlen gelten nur für die wallonische Region.

**Art. 3.** Jede in der Beilage erwähnte Gruppierung erhält gegen Bezahlung eine den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 17. September 1973 entsprechende Anzahl offener Ringe.

Die Anzahl der an jede Gruppierung geleiferten Ringe entspricht der Anzahl Vögel, die für sie bestimmt ist.

Die Ringe werden verwendet, um die Eintragung der während der Bevorratungsperiode 1981 gefangenen Vögel zu rechtfertigen. Diese Eintragung geschieht in das durch Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 17. September 1973 vorgesehene Register.

Die Bestimmungen von Artikel 6, § 2, dieses Erlasses sind anwendbar auf die so gefangenen Vögel.

In Abweichung von Artikel 6, § 1, desselben Erlasses dürfen die in Artikel 1 erwähnten Vögel vom 3. Oktober bis zum 11. November 1981 einschliesslich gefangen werden.

Ausserdem ist in der wallonischen Region die Verwendung eines einzigen Fangerrates pro Benutzer erlaubt, dessen Norm dem Muster entspricht, das in der Beilage 2 zu diesem Erlass wiedergegeben ist. Der Inhalt dieses Geräts darf 50 dm<sup>3</sup> nicht übersteigen, und die Wände und Kanten müssen mit dem übereinstimmen, was für die anderen Fanggeräte auferlegt ist, ohne dass die längste Kante 1,25 m übersteigen darf. Es ist verboten, mehrere dieser Geräte zusammenzustellen, um die Fangkraft des Gesamten zu erhöhen.

Wenn eine Person das im vorherigen Absatz beschriebene Gerät benutzt, darf sie zur selben Zeit nur ein einziges erlaubtes anderes Fanggerät benutzen.

**Art. 4. § 1.** Jede in der Beilage erwähnte Gruppierung verteilt die erhaltenen Ringe unter ihre Mitglieder. Die Hauptingenieur-Dienstleiter der Wasser- und Forstverwaltung handeln ebenso hinsichtlich der Vogelzüchter und -fänger, die nicht bei einer dieser Gruppierungen angeschlossen sind. Eine selbe Person darf höchstens 10 Ringe erhalten und verwenden.

Nur die Personen, die folgende Bedingungen erfüllen, dürfen durch Vermittlung der anerkannten Gruppierungen oder der obenerwähnten Beamten Ringe erhalten :

— der Wasser- und Forstverwaltung vor dem 5. Oktober 1973 per Einschreiben eine als echt und richtig beglaubigte Abschrift des in Artikel 6, § 2, Absatz 2, des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 erwähnten Bestands zukommen lassen, indem sie ausserdem Namen, Vornamen und Adresse angeben.

Die Personen, die diesen Bestand zwischen dem 15. August und dem 20. September 1972 durch Vermittlung einer Vogelzüchter- oder Vogelfängergruppierung mitgeteilt haben, sind von dieser Mitteilung befreit.

— vor dem 1. September 1974 den durch Artikel 1, § 3, Absatz fünf aufgelegten Bedingungen des Ministerialerlasses vom 17. September 1973 betreffend das Zurücksenden der Blätter 3 der Register Genüge geleistet haben;

— auf einer Ringliste betreffend die Bevorratung seit 1973 stehen, die den staatlichen Forst- und Wasserbauingenieuren rechtzeitig entweder direkt oder über eine nationale Gruppierung zugesandt worden ist.

§ 2. Jede obenerwähnte Gruppierung muss dem Hauptingenieur-Dienstleiter der Wasser- und Forstverwaltung eine pro Provinz aufgestellte Liste der Personen, die Ringe erhalten haben, zukommen lassen. Die Anzahl ausgehändigter Ringe muss neben den Namen und Adressen stehen.

**Art. 5.** Wenn jemand einen Vogel fängt oder versucht zu fangen, muss er einen oder mehrere der in Artikel 3 dieses Erlasses erwähnten Ringe bei sich tragen.

**Art. 6.** Der Transport von Vögeln, die aufgrund dieses Erlasses gefangen werden, ist nur erlaubt, wenn sie gemäss den Bestimmungen dieses Erlasses beringt sind.

**Art. 7.** Die nicht für das Zeichnen von gefangenen Vögeln verwendeten Ringe müssen dem Wasser- und Forstingenieur des Verwaltungsbereichs gemäss dem in Artikel 6, § 2, des Ministerialerlasses vom 17. September 1973 für die Rücksendung der Ringlisten vorgesehen Verfahren zurückgeschickt werden.

**Art. 8.** Dieser Erlass tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 4. August 1981.

Der Staatssekretär für die wallonische Regionalwirtschaft und das Wohnungswesen,

M. WATHELET

Beilage 1

Anzahl Vögel, die gefangen werden dürfen

Gruppierung (1)

A.O.B.	F.O.W.	Sogepin	Nicht angeschlossen (2)	Total
5 486	10 957	2 770	2 917	31 130

(1) A.O.B. : Association ornithologique de Belgique, Belgische Ornithologische Vereinigung.

F.O.W. : Fédération ornithologique wallonne, Wallonische ornithologische Föderation.

Sogepin : Société générale pinsonnière, Allgemeine Vereinigung der Vogelfänger.

(2) Es handelt sich um Inhaber eines Bestandes, die nicht an einer der in der vorigen Spalte erwähnten Gruppierungen angeschlossen sind. Sie müssen ihren Antrag an den Hauptingenieur-Dienstleiter der Wasser- und Forstverwaltung senden.

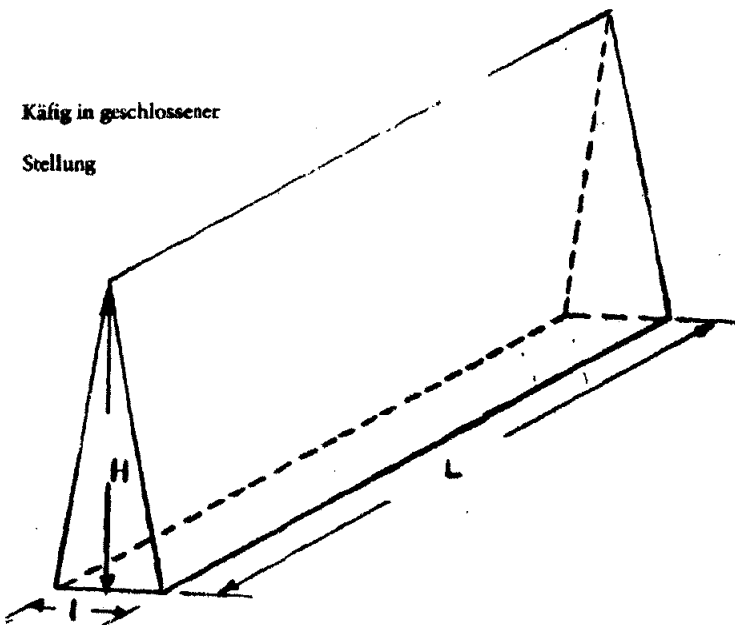
Gesehen und genehmigt, um dem Ministerialerlass vom 4. August 1981 beigelegt zu werden.

Der Staatssekretär für die wallonische Regionalwirtschaft  
und das Wohnungswesen,

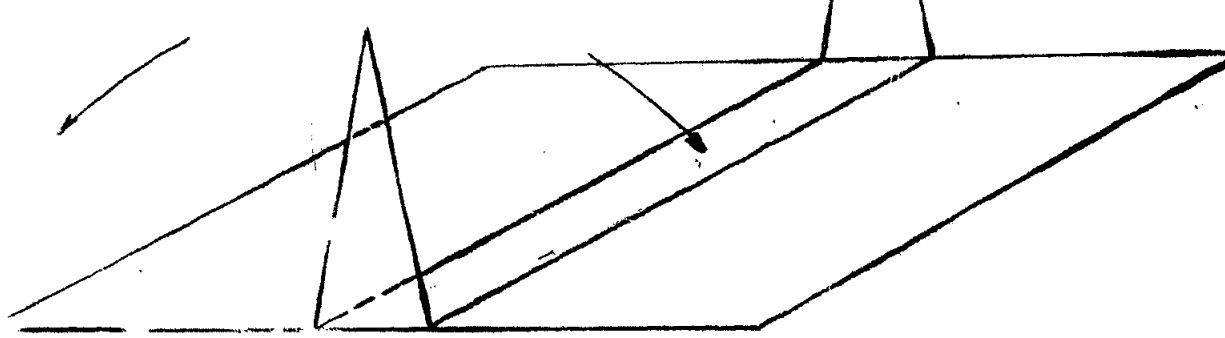
M. WATHELET

Beilage 2

Käfig in geschlossener  
Stellung



Käfig in offener  
Stellung



$L \leq 1,25 \text{ m}$   $l \geq 0,13 \text{ m}$   $H \leq 0,60 \text{ m}$

Gesehen und genehmigt, um dem Ministerialerlass vom 4. August 1981 beigelegt zu werden.

Der Staatssekretär für die wallonische Regionalwirtschaft  
und das Wohnungswesen,

M. WATHELET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 81 — 1598

## 4 AUGUSTUS 1981. — Ministerieel besluit tot regeling van de bevoorrading van de vogelkwekers en de vinkeniers in 1981 in het Waalse Gewest

De Staatssecretaris voor Waalse Streekeconomie en voor de Huisvesting,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1960 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 6 augustus 1974, 17 september 1976 en 2 februari 1977, inzonderheid op de artikelen 6, 7 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier Ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 16 juli 1979, 12 februari 1980, 13 maart 1980, 16 mei 1980, 23 juli 1980, en 16 maart 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake de jacht, de visvangst en de bossen, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 houdende voorlopige organisatie van de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 5 juni 1980 en 16 februari 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 december 1980 tot vastlegging van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Waalse Gewest gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1981;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 september 1973, waarbij het houden en het ruilen van vogels wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 2 april en 7 augustus 1974, 1 oktober 1975, 20 september 1976, 19 september 1977, 17 december 1980, inzonderheid op de artikelen 4 en 6;

Gelet op het overleg gepleegd met de Ministeriële Comités voor het Brusselse en voor het Vlaamse Gewest op 11 juni 1981;

Gelet op de beraadslaging van het Ministerieel Comité voor het Waalse Gewest op 3 augustus 1981.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

## Besluiten

Artikel 1. De vogelsoorten die in 1981 in het Waalse Gewest mogen worden bemachtigd in het raam van de tijdelijke en bevoorrading van de vogelkwekers en van de vinkeniers, zijn :

Rietgors (*Emberiza schoeniclus*).  
Frater (*Carduelis flavirostris*).  
Groenling (*Chloris chloris*).  
Zanglijster (*Turdus philomelos*).  
Keep (*Fringilla montifringilla*).  
Kneu (*Carduelis canabina*).  
Kruisbek (*Loxia curvirostra*).  
Putter (*Carduelis carduelis*).  
Sijs (*Carduelis spinus*).  
Vink (*Fringilla coelebs*).  
Goudvink (*Pyrrhula pyrrhula*).  
Barmsijs (*Carduelis flammea*).  
Geelgors (*Emberiza Cintrina*).

Art. 2. Het aantal vogels dat mag worden bemachtigd is vastgesteld op de aantallen vermeld in de bijlage 1 bij dit besluit en die alleen gelden voor het Waalse Gewest.

Art. 3. Elke groepering vermeld in de bijlage zal, tegen terugbetaling, een aantal open voertringen ontvangen die voldoen aan de bepalingen van het ministerieel besluit van 17 september 1973.

Het aantal voertringen afgeleverd aan elke groepering is gelijk aan het aantal vogels dat voor haar bestemd is.

De ringen zullen worden gebruikt om de inschrijving te rechtvaardigen van vogels die worden bemachtigd gedurende de in

1981 toegestane bevoorradersperiode. Deze inschrijving gebeurt in het door artikel 1 van het ministerieel besluit van 17 september 1973 opgelegde register.

De bepalingen van artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit zijn van toepassing op de aldus bemachtigde vogels.

In afwijking van artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit mogen de in artikel 1 vermelde vogels, van 3 oktober tot en met 11 november 1981 worden gevangen.

Bovendien wordt in het Waalse Gewest het gebruik toegestaan van één vangtuig per gebruiker waarvan de vorm beantwoordt aan het model voorgesteld in de bijlage 2 van dit besluit. De inhoud van dit tuig mag niet méér bedragen dan 50 dm<sup>3</sup> en zijn wanden en zijn ribben moeten beantwoorden aan wat voorgescreven is voor de andere vangkooien onder dat de langste rib méér dan 1,25 m mag bedragen. Het is verboden meerdere van deze tuigen bij elkaar te plaatsen om de doeltreffendheid van het geheel te verhogen.

Wanneer een persoon het in voorgaand lid bedoeld tuig gebruikt, mag hij daarbuiten slechts één enkel ander geoorloofd vangtuig tegelijkertijd bezigen.

Art. 4. § 1. Elke in de bijlage vermelde groepering verdeelt de ontvangen ringen tussen haar leden. De e.a. ingenieurs-hoofden van dienst van het Bestuur van Waters en Bossen gaan op dezelfde wijze te werk ten opzichte van de vogelkwekers en de vinkeniers die niet aangesloten zijn bij één van deze groeperingen. Eenzelfde persoon mag slechts ten hoogste tien ringen ontvangen en gebruiken.

Alleen de personen die voldoen aan volgende voorwaarden, mogen, door bemiddeling van de erkende groeperingen of van de bedoelde ambtenaren ringen ontvangen :

— vóór 5 oktober 1973 bij aangetekend schrijven, een echt en deugdelijk verklaard afschrift van de inventaris, bedoeld in artikel 6, § 2, lid 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 hebben gezonden aan het Bestuur van Waters en Bossen en daarbij hun naam, voornaam en adres hebben vermeld.

De personen die deze inventaris hebben medegedeeld in de periode van 15 augustus tot 20 september 1973 door bemiddeling van een groepering van vogelkwekers of van vinkeniers, zijn vrijgesteld van deze afgifte :

— zich vóór 1 september 1974 gekwetend hebben aan de verplichtingen opgelegd bij artikel 1, § 3, vijfde lid, van het ministerieel besluit van 17 september 1973, inzake het terugzenden van de stroken nr. 3 van de registers;

— sinds 1973 voorkomen op ringlijsten betreffende de bevoorrading die, naargelang van het geval, tijdig rechtstreeks of door bemiddeling van een nationale groepering aan de rijksingenieurs van waters en bossen werden teruggezonden.

§ 2. Iedere voormelde groepering zal aan de e.a. ingenieurs-hoofden van dienst van het Bestuur van Waters en Bossen een lijst overhandigen, opgesteld per provincie, waarop de personen aan wie zij ringen hebben overhandigd zullen worden vermeld. Het aantal overhandigde ringen zal worden aangeduid nevens de namen en adressen van deze personen.

Art. 5. Wanneer iemand een vogel vangt of tracht te vangen, moet hij één of meerdere ringen, bedoeld in artikel 3 van dit besluit, bij zich hebben.

Art. 6. Het vervoer van vogels bemachtigd op grond van dit besluit is slechts geoorloofd zo zij geringd zijn overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 7. De niet gebruikte ringen moeten samen met de ringlijsten worden teruggezonden aan de rijksingenieur van waters en bossen van het gebied, volgens de in artikel 6, § 2, van het ministerieel besluit van 17 september 1973 opgelegde procedure voor het terugzenden der ringlijsten.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag na zijn bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Brussel, 4 augustus 1981.

De Staatssecretaris voor Waalse Streekeconomie  
en voor de Huisvesting,

M. WATHELET

Bijlage 1

Aantal vogels dat mag worden bemachtigd

Groeperingen (1)

A.O.B.	F.O.W.	Sogepin	Niet aangesloten (2)	Totaal
5 486	19 057	2 770	2 017	31 130

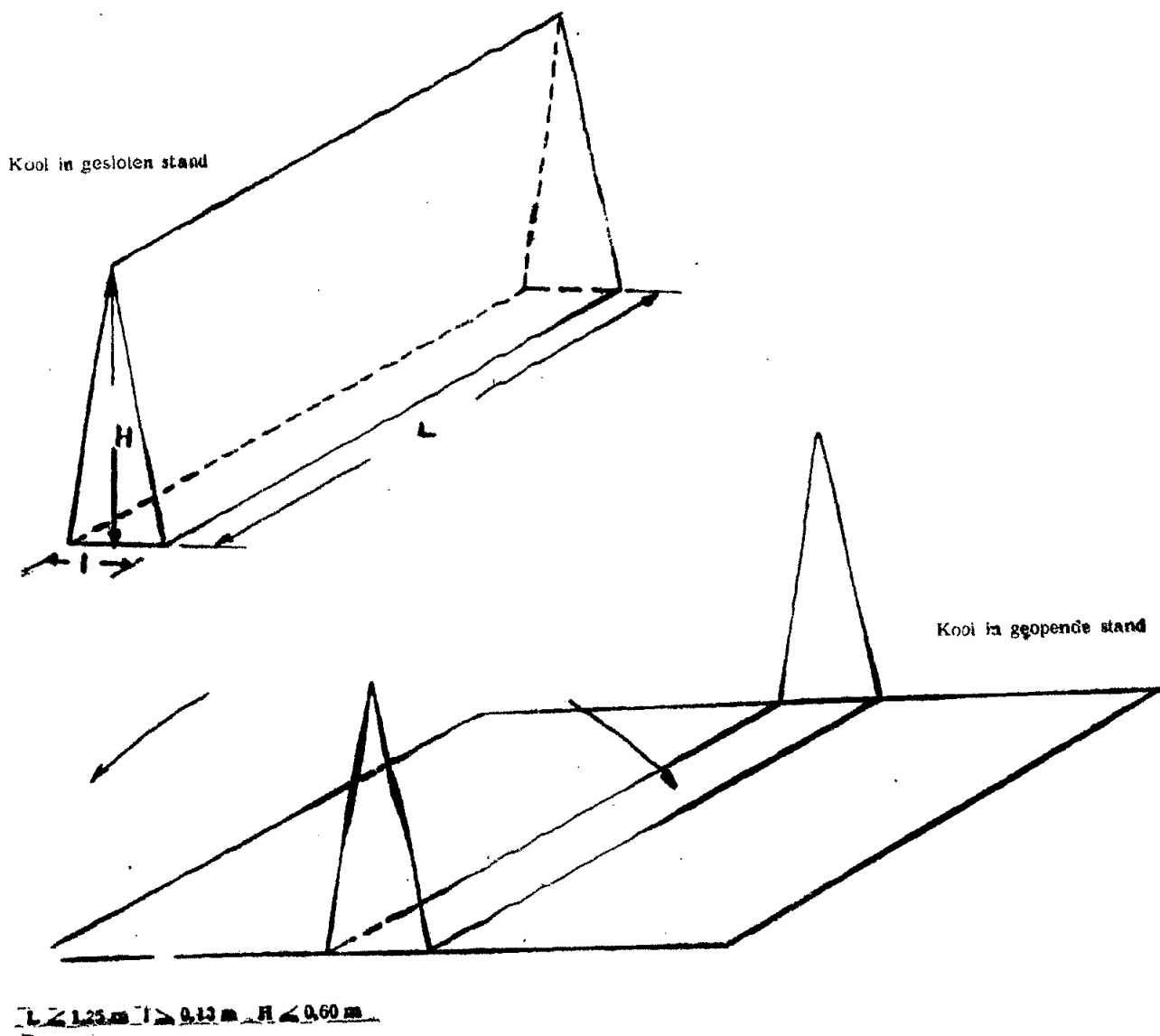
(1) A.O.B. : Algemene Ornithologische Bond.  
 F.O.W. : Fédération ornithologique wallonne.  
 Sogepin : Société générale pinsonnière.

(2) Dit zijn de houders van een inventaris die niet aangesloten zijn bij één der in de voorgaande kolom vermelde groeperingen en die hun aanvraag moeten richten tot de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst van waters en bossen.

Gezien en goedgekeurd om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 4 augustus 1981.

De Staatssecretaris voor Waalse Streekeconomie  
 en voor de Huisvesting,  
 M. WATHELET

Bijlage 2



Gezien en goedgekeurd om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 4 augustus 1981.

De Staatssecretaris voor Waalse Streekeconomie  
 en voor de Huisvesting,  
 M. WATHELET